

Situation . . . — 2 —

Al-Wadi (Hadith al-Wadi), 7 octobre 1934

Notre situation demeure étrange au dernier degré, anormale au-delà de toute mesure, s'écartant de la façon la plus laide qui soit de tout ce qui est familier aux pays gouvernés par un régime constitutionnel, démocratique et ordonné, au vingtième siècle.

Rien n'est venu dissiper cette étrangeté, ni même l'atténuer, ni la rapprocher tant soit peu du raisonnable — bien au contraire, tout ce qui s'est produit depuis hier semble n'avoir fait qu'approfondir cette étrangeté et cette anomalie, tout comme il en a approfondi la difficulté et la complexité. Quant aux Anglais, leur activité ne connaît ni interruption ni relâche, mais se poursuit sans pause, s'intensifiant d'un instant à l'autre. Jeudi, le délégué du Haut-Commissaire a inspecté la police dans ses casernes et ses postes, puis a rendu visite à un ancien chef de gouvernement et est demeuré assez longtemps auprès de lui ; entre-temps, il a visité les pompiers, et visité le commandement de l'armée d'occupation — et tous ces mouvements réunis signalent deux choses graves : la première, qu'il s'immisce désormais ouvertement dans les affaires égyptiennes, sans nulle retenue ni précaution ; la seconde, qu'il se prépare à quelque chose que nous ignorons, et qu'il souhaite s'assurer que, s'il venait à agir, les circonstances lui seraient favorables, et qu'il tiendrait — comme on dit — fermement les rênes de la situation. Puis, vendredi, l'ancien chef de gouvernement lui a rendu sa visite à Alexandrie, « entre deux trains », comme disent les Français. Puis, samedi, la nouvelle est parvenue au Conseil des ministres que le délégué du Haut-Commissaire comptait rendre visite au président du Conseil ; la visite fut alors reportée sans date fixée ; puis la visite eut finalement lieu ce soir-là, à la résidence même du président du Conseil — tandis que, tout au long de cela, on disait que des dépêches télégraphiques codées circulaient sans cesse entre la résidence du Haut-Commissaire et le Foreign Office britannique, ainsi que Sir Miles Lampson lui-même.

Cela, en plus d'autres formes d'activité — les unes connues et ouvertement discutées, les autres inconnues, comprises des seuls initiés solidement versés dans le savoir. Quant aux ministres, ils se rencontrent puis se séparent ; certains demeurent au Caire des jours durant, et si on les convoque à Alexandrie, tardent à répondre à cette convocation, jusqu'à ce qu'elle se fasse insistante.

Les ministres se rencontrent, individuellement ou en groupe, dans leurs bureaux et dans leurs demeures, et le surintendant de la Maison royale, ainsi que le secrétaire particulier de Sa Majesté le Roi, rendent visite au président du Conseil matin et soir, tout comme ils rendent visite à ses autres collègues. Quant aux députés, certains d'entre eux interrogent sur l'inspection de la police par le Haut-Commissaire, d'autres interrogent sur le silence du gouvernement et son immersion totale dans ce silence — et le gouvernement ne répond ni à l'une ni à l'autre de ces questions. Un groupe de députés et de sénateurs se réunit alors, se concertant pour délibérer et prendre une décision — mais le directeur général de la Sûreté générale reste bien éveillé, jamais endormi, portant son regard vigilant non seulement sur l'Université, la Faculté de droit et certaines résidences d'étudiants, mais l'étendant également au bâtiment même du parlement, pour voir qui s'y rend, qui en sort, et qui s'y réunit. Il étend ensuite ce même regard vigilant aux journaux, pour voir qui les visite et qui s'en détourne, puis s'entretient avec les propriétaires de journaux eux-mêmes, leur demandant de ne pas publier les pétitions que les députés pourraient leur envoyer dans l'intention d'éclairer l'opinion publique. Pendant ce temps, les gares d'Alexandrie et de Sidi Gaber sont placées sous surveillance, afin que le gouvernement sache qui arrive dans la ville portuaire et qui en repart ; puis la surveillance s'intensifie encore davantage autour de la résidence du chef du Wafd, autour du Casino, et autour des demeures où logent les membres du Wafd actuellement présents à Alexandrie.

Telle est, très précisément, la situation officielle de l'Égypte. Quant à la situation du public, elle est exactement telle que nous l'avons décrite hier : une situation d'anxiété et de désordre — bien plus, une situation profondément plongée dans l'anxiété et le désordre. Les gens continuent de se demander, chaque fois qu'ils se rencontrent, ce qui s'est passé hier, ce qui se passe aujourd'hui, et ce qui se passera demain — que dis-je, ce qui s'est passé ce matin, ce qui se passe ce soir, et ce qui se passera une fois la nuit tombée — tandis que l'imagination s'emballe vers les horizons les plus lointains, et que les langues profèrent les propos les plus étranges qui soient. Et tout au long de cela, le Conseil des ministres se réunit soudainement, puis les ministres réunis se dispersent tout aussi soudainement, sur quoi certains journalistes interrogent le président du Conseil au sujet de cette réunion, et celui-ci répond qu'il s'agissait d'une simple réunion ordinaire, ne contenant strictement rien de particulier.

Certains journaux ont rapporté hier soir que le gouvernement ne voyait aucun inconvénient à publier un bulletin destiné à rassurer le public sur l'état de santé de Sa Majesté le Roi. Or, ce matin, aucun bulletin n'avait paru ; les journaux se sont contentés de dire qu'il pourrait bien en être publié un, et que les responsables de l'affaire hésitaient encore à savoir s'il devait être publié par le Conseil des ministres lui-même, ou par les médecins qui soignent effectivement le Roi. Ainsi l'insistance du public à réclamer du gouvernement la publication de bulletins médicaux n'a-t-elle abouti, jusqu'à présent, ni à la publication de tels bulletins, mais simplement à la promesse qu'ils seront publiés un jour.

Nous croyons avoir dépeint, aussi précisément que possible en ces jours mêmes, la situation de l'Égypte officielle, la situation du public, et la situation des Anglais. Et nous aimerions beaucoup savoir, après tout cela, comment ces diverses situations peuvent bien se concilier entre elles, et comment elles peuvent bien s'accorder avec le système même par lequel l'Égypte prétend être gouvernée — à savoir le système démocratique. Et qui donc a décidé que les affaires du peuple égyptien, libre et indépendant — ses affaires les plus privées, à tout le moins — devraient se réduire entièrement au gouvernement, à la résidence du Haut-Commissaire, et à un ou deux hauts fonctionnaires du Palais royal ? Et comment comprendre que la vie de quatorze millions de personnes devienne un secret dissimulé à tous ces millions eux-mêmes — à leur élite comme à leur peuple, à leurs hommes politiques comme à leurs lettrés, à leurs chefs comme à leurs dirigeants — un secret que ne connaissent pas plus de douze hommes, qui se l'accaparent entièrement, qui en gèrent les affaires et en disposent exactement comme ils l'entendent, sans dire un seul mot à ces millions de personnes, ni faire participer leurs chefs et leurs dirigeants à quoi que ce soit ?

Et comment, en outre, comprendre que l'Égypte soit, dit-on, un État indépendant et souverain, gouverné selon un régime constitutionnel et démocratique — tandis que ce qui touche le plus directement à son existence même demeure une association privée entre les Anglais et une douzaine d'hommes égyptiens à peine, sans que le peuple égyptien lui-même ne dispose d'une voix digne d'être entendue, ni d'une opinion digne d'être prise en compte ?

Voilà déjà beaucoup à supporter. Et c'est plus encore que les ministres persistent dans cette voie. Et plus encore que le public presse les ministres avec tant d'insistance de rompre ce silence, pour ne trouver

en retour de la part des ministres qu'un enfoncement toujours plus profond dans ce même silence. Nous croyons que le moment est venu pour les ministres de rompre leur silence, et pour les Égyptiens de savoir enfin vers où on les pousse. Et nous croyons que les Égyptiens ne devraient épargner au gouvernement ni insistance ni exigence, à chaque instant et de toutes parts, jusqu'à ce que le gouvernement sorte enfin de ce lourd silence, de ce sommeil profond — ou qu'il démissionne purement et simplement, s'il se révèle véritablement incapable, soit d'agir, soit de parler.